

Bernard Rentier: "L'attitude de l'UCL m'a scandalisé"

"J'ai amené de force le podcasting à l'ULg, mais je ne suis pas un fanatique des cours en ligne."

"L'idée que ces Moocs puissent remplacer un vrai cours, c'est une utopie et une escroquerie."

Une étude montre qu'ils sont un véritable désastre.

L'université, c'est l'interactivité et je crois en l'efficacité de la rencontre, de la discussion."

■ Bernard Rentier revient sur ses neuf années passées à la tête de l'ULg.

Entretien Isabelle Lemaire

La très officielle passation de pouvoirs entre le recteur sortant de l'ULg, Bernard Rentier, et son successeur, Albert Corhay, a eu lieu mercredi. Ce dernier a reçu l'épithète d'hermine des mains de celui que l'on a surnommé le recteur 2.0, tant il a utilisé les réseaux sociaux. L'heure est donc au bilan pour Bernard Rentier.

Vous prenez votre retraite au moment où la réforme de l'enseignement supérieur se met en place. Auriez-vous aimé la porter au sein de l'ULg ?

En 2005, j'ai eu à appliquer le décret dit de Bologne, qui était une colossale révolution. Et 2013, en tant que vice-président du Conseil interuniversitaire de la Communauté française, j'ai eu à gérer les 520 amendements apportés au décret paysage. Toutes les universités étaient unanimes, sauf une. On a eu beaucoup de mal avec ça. Mettre en œuvre cette réforme, ce n'est pas dur en soi mais c'est contraignant et perturbant pour les gens de terrain. Alors, je peux vivre sans la porter.

Comprenez-vous les critiques faites au décret paysage ?

J'ai été agacé par le rejet en bloc et a priori de la part de l'UCL. Et, au sujet de la création de pôles géographiques, quand Bruno Delvaux (l'ex-recteur de l'UCL, Ndlr) a déclaré: "On nous oblige à jouer dans une cour étroite", j'ai été scandalisé. C'est faux. Le carcan géographique était bien plus étroit

avant le décret. Mais je reconnais que le texte demande des aménagements et on les obtiendra.

Vous étiez pressenti pour présider l'Ares, la coupole de l'enseignement supérieur, et c'est Philippe Maystadt qui a eu le poste. Que s'est-il passé ?

J'étais le candidat des recteurs. Ce n'était pas mon plan mais le devoir, c'est le devoir. Les syndicats, les hautes écoles, la promotion sociale et les écoles artistiques n'ont pas voulu d'un recteur. Ils arguaient d'une "dictature des universités". Je me suis donc effacé. Le choix de Philippe Maystadt est bon. C'est celui qui a causé le moins de critiques.

Vous avez apporté l'Open access à l'ULg, qui met la documentation scientifique en libre accès sur le Net. L'e-learning sera-t-il le mode d'enseignement incontournable de demain ?

J'ai amené de force le podcasting à l'ULg mais je ne suis pas un fanatique des cours en ligne. L'idée que ces Moocs puissent remplacer un vrai cours, c'est une utopie et une escroquerie. Une étude montre qu'ils sont un véritable désastre. L'université, c'est l'interactivité et je crois très fort en l'efficacité de la rencontre, de la discussion.

Vous avez plaidé contre le financement en enveloppe fermée. Comment en sortir ?

Je ne suis pas favorable aux fonds privés. Je reste un grand défenseur de l'école publique, financée par l'Etat. 80% du budget de la Communauté française est déjà consacré à l'enseignement mais surtout à l'obligatoire. Il y a dans le supérieur pléthore de réseaux redondants, échantés, impossibles à rationaliser et financés de la même ma-

nière. Le décret permettra de faire des économies en encourageant les synergies et le gouvernement doit revoir ses priorités. L'école, c'est plus important que les routes.

Quelles sont vos plus grandes réussites ?

La présence de l'ULg dans les médias, l'intégration du campus de Gembloux, les associations étroites avec les hautes écoles et la mise en place (encore inachevée) d'une réforme de la structuration de l'ULg qui la subdivise en trois grands secteurs de recherche. Il y a aussi Orbi, le dépôt institutionnel des publications que j'ai rendu obligatoire. Une étude canadienne l'a qualifié de meilleur au monde.

L'ULg vous doit aussi le Giga, ce pôle de recherche en biotechnologies.

Ce domaine est devenu un des points de force de l'ULg. Mon obsession, c'était de mutualiser les choses car nos chercheurs réinventaient la roue chacun de leur côté. Aujourd'hui, le Giga regroupe 600 personnes. Les neurologues, les cancérologues se sont bousculés pour en faire partie. Et je me morfonds de ne pas avoir pu créer un Giga Chimie.

Partez-vous avec d'autres regrets ?

De n'avoir pas pu finaliser Radius, un système de collecte de données, principalement en interne, sur l'enseignement, la recherche, les finances, les ressources humaines, l'immobilier...

Et maintenant, qu'allez-vous faire ?

Je vais prendre la vice-présidence du Conseil fédéral de la politique scientifique, la présidence du Réseau des amis de l'ULg et de la Société libre d'émulation de Liège et piloter le Comité du bicentenaire de l'ULg qui sera célébré en 2017.